



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Eric PASTOR, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Joël RAYMOND

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Modernisation de la Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) Maera - Engagement d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Ouverture de la déclaration préalable

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole dispose de la compétence « assainissement » sur tout son territoire. A ce titre, elle prend en charge la maîtrise d'ouvrage et l'exploitation des réseaux d'eaux usées unitaires et séparatifs, ainsi que des stations d'épuration sur l'ensemble de son territoire.

La station Maera se situe au nord de la commune de Lattes, dans le secteur de Céreirède, sur la rive droite du Lez.

La station se trouve à environ 1,5 km du centre de Lattes et à environ 3,5 km du centre de Montpellier. Cette station collecte les eaux usées de :

- 14 communes de Montpellier Méditerranée Métropole : Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint Jean de Védas et Vendargues
- 3 communes de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or : Mauguio-Carnon (Carnon, Figuières-Vauguières), Saint-Aunes et Palavas-les-Flots
- 2 communes de la Communauté de Communes du Grand Pic-Saint-Loup : Assas et Teyran

La modernisation de la Station de traitement des eaux usées Maera : un projet d'intérêt général

La station de traitement des eaux usées (STEU) Maera, outil majeur du Service Public de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, constitue un équipement d'intérêt général essentiel au fonctionnement du territoire et à la préservation des milieux aquatiques.

Le projet de modernisation de Maera vise à poursuivre et améliorer la préservation des milieux aquatiques (mer, Lez, étangs palavasiens) et à accompagner le développement de la Métropole dans une logique de développement durable. Ainsi, le projet permettra d'améliorer la gestion des effluents en temps de pluie (réduction des déversements au Lez), d'optimiser les performances de la station y compris sur le plan énergétique et de tendre vers le « *zéro nuisances* » pour l'environnement proche du site.

Cette modernisation répond à un intérêt général visant un objectif de bon fonctionnement de la collecte et du traitement des eaux usées collectives du territoire de la Métropole et hors Métropole.

D'une part, la STEU présente des dysfonctionnements, des problèmes ponctuels de nuisances et il a été observé des dépassements de charge hydraulique et organique. Il est nécessaire d'assurer l'amélioration des conditions de fonctionnement du système d'assainissement (réseaux de collecte + station de traitement des eaux usées) et de réduire, voire de supprimer, les quelques nuisances.

D'autre part, la collecte et le traitement des eaux sont un enjeu de service public et Maera est la station qui dessert la majorité des communes de la Métropole, de par sa capacité, sa dimension et par son système d'assainissement des plus modernes. C'est un équipement adapté et sophistiqué pour traiter les eaux usées et les rejeter dans les milieux naturels à un niveau d'épuration de l'ordre d'environ 95%. Mais, aujourd'hui la station est à saturation en temps de pluie.

En outre, les travaux de requalification et de restructuration de la filière de traitement seront l'occasion d'adapter la capacité nominale de la station et ainsi répondre aux besoins du territoire de manière à pouvoir mieux gérer les temps de pluie.

Le programme des travaux de modernisation et d'adaptation de la station d'épuration Maera a été approuvé par la délibération n°14828 du Conseil de Métropole en date du 26 juillet 2017.

Procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU

L'article L.300-6 du Code de l'urbanisme prévoit que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique, se prononcer par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de constructions. Lorsque les dispositions du PLU ne permettent pas la réalisation du projet d'intérêt général, une procédure de mise en compatibilité est prévue par les articles L.153-54 et suivants du Code de l'urbanisme.

Les études préalables ont mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de la commune de Lattes, applicables au site, ne sont pas aujourd'hui compatibles avec le programme général de l'opération.

La mise en œuvre opérationnelle du projet nécessite donc de faire évoluer le PLU. Compte tenu du caractère d'intérêt général du projet, une procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet peut être engagée.

La procédure débute par une délibération du Conseil de la Métropole prescrivant la procédure, décrivant le projet, motivant son intérêt général, et annonçant les intentions de Montpellier Méditerranée Métropole en terme de concertation avec le public.

Une évaluation environnementale portant sur les incidences sur l'environnement des évolutions du PLU nécessaires doit être réalisée et soumise à l'avis de l'autorité environnementale de l'Etat.

Le projet de mise en compatibilité du PLU fait l'objet d'une réunion d'examen conjoint avec les personnes publiques associées.

La déclaration de projet est soumise à enquête publique unique qui porte à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU. Elle est ensuite approuvée par délibération du Conseil de la Métropole.

Mise en place et modalités de la concertation

Les objectifs poursuivis par la mise en compatibilité du PLU sont de faire évoluer le document d'urbanisme afin de permettre la modernisation de la STEU, tout en assurant son insertion dans son environnement, en cohérence avec les orientations d'aménagement et de programmation définies sur ce secteur.

Dès lors qu'elle est soumise à évaluation environnementale, la procédure de mise en compatibilité du PLU entre dans le champ d'application de la concertation préalable au titre des articles L.121-15-1 et suivants du Code de l'environnement :

- soit le projet est soumis volontairement à concertation préalable,
- soit un droit d'initiative est ouvert au public pour demander au représentant de l'Etat l'organisation d'une concertation préalable.

Au regard du projet d'évolution du PLU et des objectifs poursuivis, il est proposé de mettre en place une concertation préalable associant le public, conformément aux dispositions de l'article L.121-17 du Code de l'environnement.

La concertation, d'une durée de 3 semaines, se déroulera au dernier trimestre 2018. Cette concertation facultative sera organisée suivant les modalités précisées à l'article L.121-16 du Code de l'environnement.

Un avis informant le public sera ainsi publié au moins 15 jours avant le début de la concertation préalable, par voie dématérialisée sur le site de Montpellier Méditerranée Métropole, et par voie d'affichage à l'Hôtel de Métropole, en Mairie de Lattes et sur le lieu du projet. Cet avis, précisant les dates de début et de fin de la concertation, rappellera également l'objet de la concertation, et les modalités de participation du public.

Le dossier de présentation de la mise en compatibilité du PLU et un registre permettant de recueillir les observations et propositions du public seront mis à disposition du public en Mairie de Lattes et à l'Hôtel de Métropole. Ils pourront être consultés par le public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

Le dossier sera également disponible pendant toute la durée de la concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole. La page dédiée au projet comportera un registre électronique permettant de recevoir les observations et contributions du public.

Chacun pourra également adresser ses observations par voie postale à l'adresse suivante :
Montpellier Méditerranée Métropole - 50, place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2

A l'issue de la concertation, un bilan sera établi et publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre de ce bilan Montpellier Méditerranée Métropole indiquera les mesures jugées nécessaires de mettre en place pour tenir compte des enseignements tirés de la concertation conformément aux dispositions de l'article L.121-16 du Code de l'environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'engagement d'une procédure de Déclaration de Projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lattes afférent au projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées Maera,
- soumettre le projet de mise en compatibilité du PLU à concertation préalable du public régie par notamment les dispositions des articles L.121-16 et L.121-17 du Code de l'environnement,
- approuver les objectifs et les modalités de concertation telles que définies ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toutes les mesures administratives nécessaires à la conduite de cette procédure et à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-60287-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.